

Pour les artisans, « chaque jour, c'est de pire en pire »

La guerre en Ukraine, qui provoque une flambée des prix de l'énergie et des pénuries, affecte durement le BTP

Le principal fournisseur de la menuiserie savoyarde Pellicier ne livre plus de fenêtres ni de portes en pin ou en mélèze jusqu'à nouvel ordre. « Compte tenu de la situation internationale », les résineux ne sont plus disponibles, est-il expliqué dans un courriel, le 10 mars. Il faudra donc composer avec les réserves des petits fabricants, puis, quand celles-ci seront épuisées, se rabattre sur le chêne ou le bois exotique, réagit Magali Pellicier, dont le mari dirige la menuiserie. Trois jours plus tard, la femme du patron déjeune avec un commercial d'une usine de carrelage à Modène, en Italie. Les usines arrêtent leur production les unes après les autres. Les fours tournent au gaz, la matière première vient d'Ukraine. « Mon ami n'avait jamais pris autant de commandes en Savoie. De retour à Modène, il a tout annulé. Ils ne pourront plus honorer les commandes. » Lundi, c'est une coopérative, qui annonce la fin du parquet massif : tout était fabriqué en Ukraine. « C'est un par jour, et ça va être de pire en pire. Même avec le Covid, on n'a jamais vu ça. Pendant le confinement ? On n'a fermé qu'une semaine. Là, ça fait peur. »



Blockage d'un dépôt pétrolier, à Lorient (Morbihan), jeudi 17 mars. FRANÇOIS DESTOC/PHOTOPQR/LE TÉLÉGRAMME/MAXPPP

Opérations escargot

De fait, pas un corps de métier, pas une entreprise du bâtiment ou des travaux publics qui ne soit touché par le conflit ukrainien. L'annonce d'une remise de 15 centimes à la pompe avait un peu apaisé les esprits. « Avec mes 5 véhicules, 20 centimes de hausse, c'était 5 000 euros de frais supplémentaires par mois », confirme Michaël Carré, à la tête d'une entreprise générale du Val-de-Marne. Mais tous attendaient les mesures du plan de résilience. La simple demande faite par le gouvernement aux acteurs publics de bien vouloir réviser les prix des contrats, et à tous de ne pas appliquer de pénalités de retard, a fortement déçu. En Bretagne, les dépôts pétroliers de Brest et de Lorient étaient encore en partie bloqués par les artisans tandis que des opérations escargot ont été lancées vendredi 18 mars. En Occitanie, les artisans se disent prêts à retourner sur les ronds-points.

Même les grilles d'arbres de la ville de Paris, dont le marché est détenu par les Fonderies Dechaumont, 145 salariés près de Tou-

louse, sont rattrapées par la guerre. Chaque pièce, comme les plaques d'égoût, contient de 10 % à 20 % de fonte neuve, explique le dirigeant – septième génération – de cette entreprise familiale. Or, 70 % des besoins européens provenaient de Russie et d'Ukraine. Il reste encore un ou deux mois de stock dans les ports d'Anvers, de Bilbao et de La Rochelle, mais les prix ont pris 30 % en une semaine. Les réserves épuisées, il faudra trouver une solution. Acheminer la matière depuis l'Afrique du Sud ou le Brésil en est une. La remplacer par de la ferraille de récupération, une autre. « Mais cela revient à cuisiner sans beurre ou sans huile », explique Jean-Baptiste Dechaumont. Et les Chinois annoncent déjà de 20 % à 25 % de hausse sur la ferraille, pour mars.

Les matériaux manquent, les délais d'approvisionnement augmentent. La menuiserie Pellicier n'attend pas sa livraison d'aluminium avant fin juin. « Avant, c'était les charpentiers qui blo-

quaient les constructions. Aujourd'hui, c'est nous. Comme on fait du sur-mesure, on ne peut pas stocker. » Pour la menuiserie, on était sur six à huit semaines de délai. Aujourd'hui, on oscille entre vingt-deux à vingt-quatre semaines pour les fenêtres – soit six mois –, confirme Pierre-Emmanuel Bossis, gérant de Déclic Bois, une société de menuiserie et couverture en Charente.

Les prix ont commencé à grimper au sortir du Covid, lorsque la demande a explosé alors que les usines redémarrèrent tout juste. Les serruriers métalliers ont été les premiers à s'étonner d'une hausse de 30 % de la plaque de ferraille, se souvient Jean-Christophe Repon, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb). Les menuisiers ont suivi. Un an plus tard, la problématique s'est amplifiée. Les lames en bois pour les terrasses vendues 15 euros du mètre carré il y a un an s'achètent près du double. En trois mois, les planches

de bambou ont pris 22 euros par mètre carré, relève Michaël Carré, à Fontenay-sous-Bois. Comptez 20 % à 25 % de plus pour l'aluminium, 15 % à 20 % pour le PVC. Le zinc, lui, a pris 24 % en deux mois, note le couvreur charentais, le nez dans ses factures.

Matériaux locaux et biosourcés

Avec cet emballement, et des prix garantis parfois guère plus d'une semaine, rédiger un devis est devenu un casse-tête. « Jusqu'à présent, ils étaient valables trois mois », explique Fabien Salomon, plombier-chauffagiste à Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie. Maintenant, même pour une construction de maison, le client a quinze jours pour se décider. Au-delà, les prix peuvent être révisés. « Les entreprises de travaux publics, qui pour la plupart travaillent avec des collectivités, rencontrent une difficulté supplémentaire : elles s'engagent sur un prix dans l'appel d'offres, mais, au moment de la signature du contrat, les montants

promis n'ont plus aucun sens. L'avenir dira si la crise ukrainienne aura accéléré la décarbonation des logements. Mais en Savoie, où le chauffage au fioul est encore majoritaire, nombreux sont les propriétaires qui, contraints de changer de source d'énergie au moment de remplacer leur vieille chaudière, « demandent des pompes à chaleur et des poêles à granulés » plutôt que le gaz, poursuit Fabien Salomon. Par peur que les Russes ne ferment les vannes, et parce que sa facture d'énergie a été multipliée par sept, un fabricant de croûtes, les pâtes savoyardes, dont les étuves de séchage tournent au gaz, lui a demandé de lui trouver une alternative. D'autres connaissent des annulations subites. Ainsi ce jeune couple qui, « par stress » et peur des conséquences du conflit, a reporté ses travaux de salle de bains à quatre jours du début du chantier. Les rares épargnés sont les artisans qui travaillent les matériaux locaux et biosourcés. « On

Les salariés de la menuiserie Pellicier chômeront un vendredi sur deux pour limiter les déplacements

utilise de la chènevotte (paille de chanvre) des Deux-Sèvres et de la chaux de Dordogne », explique Pierre Lunel, spécialiste de la rénovation énergétique installé dans la Vienne. Le sac de chaux n'a pris que 1 euro en un an, et il commence déjà à remplir son carnet de commandes de 2023. Mais la règle ne vaut pas pour tous. Ainsi, les tuiles fabriquées en Charente qu'utilise Déclic Bois ont pris 15 % à 20 % à Noël à cause de la flambée des prix de l'énergie.

Les grands groupes font le dos rond et disent être plutôt bien armés. La guerre est trop récente pour qu'ils aient un vrai recul, mais le confinement a aussi modifié les pratiques. Les chantiers anticipent les achats. Les groupes Bouygues et Vinci n'ont par ailleurs plus d'activité à l'Est depuis qu'ils ont coiffé la centrale de Tchernobyl de béton. Les petites entreprises bricolent comme elles peuvent. Les salariés de la menuiserie Pellicier chômeront un vendredi sur deux pour éviter les déplacements d'une demi-journée – comme c'était le cas avant, le vendredi. Les plus éloignés recevront une prime de carburant. Quant au prêt garanti par l'État (PGE), la direction a jugé plus sage de reporter son remboursement. Dans le Val-de-Marne, Michaël Carré refait des salles de bains à perte, pariant sur un équilibre avec les autres entités du groupe : « Une dame de 92 ans a mis plus d'un an et demi à obtenir son financement. Si je change 1 centime, le dossier repart en commission. » Chez Déclic Bois, on stocke dès le devis signé, même si le chantier débute dans cinq mois. Comme plus de la moitié des artisans, Pierre-Emmanuel Bossis n'a pas récupéré la hausse des prix en 2021. Cette année, il anticipe une nouvelle diminution des marges, mais reste philosophe : « Il est compliqué de se plaindre quand on n'est pas sous les bombes. »

ÉMELINE CAZI

Nestlé attaqué sur son maintien en Russie

Sur les réseaux sociaux, les appels au boycott des produits du groupe suisse se multiplient

GENÈVE - correspondance

La tempête s'est abattue d'un coup, jeudi 17 mars, en fin de matinée. Tout ce que déteste une entreprise de cette taille, en contact direct et quotidien avec des centaines de millions de clients par ses produits alimentaires sur les rayons de supermarché de tous les continents. La salve est partie du smartphone du premier ministre ukrainien, Denys Shmyhal, après qu'il venait de terminer un entretien avec le PDG du groupe helvétique Nestlé, Mark Schneider, au cours duquel ce dernier l'a éconduit. Nestlé ne se retirera pas de Russie et continuera d'y fournir des produits de « première nécessité », comme les aliments pour bébés et animaux. « J'ai parlé à Mark Schneider. Malheureusement, il ne montre aucun

Twitter. J'espère que Nestlé changera bientôt d'avis. » Quelques instants plus tard, c'était au tour du ministre des affaires étrangères de Kiev, Dmytro Kuleba, de faire monter la pression : « Les dommages à long terme pour la réputation de l'entreprise sont proportionnels à l'ampleur des crimes de guerre russes en Ukraine (énormes). »

Cellule de veille

Depuis, c'est la déferlante sur les réseaux sociaux, où tout ce que l'Ukraine a gagné de soutiens depuis le début de l'invasion russe, il y a trois semaines, dénonce le cynisme commercial de l'entreprise helvétique et appelle au boycott de ses produits. Nestlé est ainsi devenu « Naztlé » et son logo monochrome (des oisillons dans leur nid, nourris par leur mère) a été détourné et taché de rouge

leau minérale San Pellegrino, il n'a pas l'intention de fermer ses sept usines locales. La Russie a été la source de 1,7 milliard de francs suisses de revenus en 2021 (environ 1,6 milliard d'euros), 2 % de son chiffre d'affaires. Nestlé y emploie 7 000 personnes.

Souvent ciblée pour ses affaires dans les pays du Sud, la firme basée à Vevey ne s'attendait probablement pas à un tel déferlement. D'autant qu'elle dispose depuis plusieurs années d'une war room consacrée à la détection anticipée de ce genre de phénomènes. Une dizaine d'employés sont chargés d'analyser en temps réel la réputation du groupe sur Internet, pour faire remonter les rumeurs et tendances avant que celles-ci ne se transforment en crises. Lancée en 2012, cette cellule de veille avait vu le jour à la suite du bad buzz

blicité présentant la marque comme une dévoreuse de forêts, accusée de détruire des hectares d'habitat pour les oranges-outans.

Questionné sur la raison de son maintien en Russie, le groupe a répondu par sa porte-parole, Nur Shilla Cristiano, qu'il continuera « à faire tout [son] possible pour fournir de la nourriture aux Ukrainiens dans leur pays et pour soutenir les réfugiés dans de nombreux pays ». Il dit avoir suspendu ses activités publicitaires en Russie, ainsi que ses investissements. D'autres multinationales de l'agroalimentaire, comme Danone ou le néerlandais Unilever, restent, elles aussi, pour l'instant en Russie. A une moindre échelle, elles font l'objet de dénonciations sur les réseaux sociaux. Vendredi, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a accusé certaines

ÉNERGIE

La Belgique repousse de dix ans sa sortie du nucléaire à cause de la guerre en Ukraine

La Belgique a décidé, vendredi 18 mars, de repousser de dix ans sa sortie du nucléaire prévue en 2025, inquiète de la flambée des prix de l'énergie due à l'invasion de l'Ukraine. Cette prolongation concerne les deux réacteurs les plus récents. – (AFP)

ALIMENTATION
Le gouvernement appelle à rouvrir les négociations commerciales

Face à la flambée des coûts de production liés à la guerre, le gouvernement a appelé, vendredi 18 mars, distributeurs et industriels de l'agroalimentaire à se remettre autour de la table pour revoir les contrats signés le 1^{er} mars à l'issue des négociations commerciales. – (AFP)

MÉDICAMENTS

pour un montant maximal de 150 millions d'euros, dans Euroapi, filiale spécialisée dans les principes actifs de médicaments chez Sanofi, a annoncé, vendredi 18 mars, le groupe pharmaceutique. Il compte introduire en Bourse cette entité. – (AFP)

TÉLÉCOMS
Scopelec se place en procédure de sauvegarde

Mise en difficulté par la perte d'un contrat avec Orange, Scopelec, la plus ancienne coopérative de France, spécialisée dans le déploiement de réseaux de télécoms, a annoncé, vendredi 18 mars, avoir été placée en procédure de sauvegarde par un jugement du 17 mars du tribunal de commerce de Lyon.

MÉDIAS
L'Autorité de la concurrence examine la fusion FT1-M6

L'Autorité de la concurrence a annoncé, vendredi 18 mars,